



Analyse de la situation de l'entrepreneuriat féminin à Butembo

Florent KAMBASU KASULA*

RESUME

Le phénomène des entreprises dirigées par les femmes à Butembo reste encore mal cerné et les données disponibles permettent difficilement de les décrire plus précisément et d'en généraliser les résultats tant sur le nombre que sur le profil des créatrices ou des entreprises voire leur typologie. L'étude ci-après réalisée sur 80 entrepreneures donne un contexte général de l'entrepreneuriat féminin en Ville de Butembo, une typologie de ces entreprises ainsi les obstacles auxquels sont confrontées les femmes dans leurs entreprises. Elle présente également les différentes associations féminines de la société civile comme une des voies d'issue de promotion de l'entrepreneuriat féminin.

SUMMARY

The phenomenon of the undertaking firms ruled by women in Butembo is still badly known and the available data hardly help in the precise description and generalization of the results on the number as well as the profile of the creators or the undertaking firms, even their typology. This study, carried out on a sample of 80 undertakers, states a general context of feminine undertaking in Butembo, a typology of those understaking firms as well as the obstacles those women confront. The study also presents different feminine associations of the civil society as being one of the ways of promoting feminine undertaking.

INTRODUCTION ET METHODOLOGIE

La problématique de l'égalité des sexes face au travail est toujours d'actualité et reste encore au cœur du débat public¹. Incluant d'autres aspects et devenue multidimensionnelle, cette question dite « du genre » se pose de nos jours avec grande acuité et fait même l'objet d'une des préoccupations majeures des gouvernements sur la représentativité des sexes dans les diverses institutions tant au niveau national que mondial. Partant, lorsque les scientifiques s'attèlent sur

* Assistant de second mandat à l'Université Catholique du Graben, Faculté des sciences économiques et gestion, Mail : florentkasula@gmail.com

¹ De nos jours, au sujet du travail des femmes, la discrimination liée à l'autorisation maritale semble s'estomper. Cette autorisation n'influence en rien le contrat du travail. En effet, le législateur n'en dit rien dans le nouveau code du travail même si le code de la famille semble maintenir cette disposition.

cette question de la femme, dans l'esprit de la Déclaration du Millénaire ou des OMD, plusieurs expressions non moins parlantes nous la traduisent. Ainsi, parle-t-on facilement d'intégration du genre, de capacitation des femmes, du gender, de l'égalité des sexes, de la parité, de la promotion de la femme, de la participation féminine, du leadership féminin, de l'entrepreneurship féminin, des femmes en affaires, de l'entrepreneuriat féminin, de l'autonomisation de la femme... Bref, tous ces vocables, non exhaustifs, visent une finalité commune, la représentation équitable des femmes dans les domaines civil, politique, économique, social et culturel pour assurer leur total épanouissement et leur pleine participation et implication au développement de la nation. Et c'est dans cette perspective que s'inscrit notre thématique de recherche, la situation de l'entrepreneuriat¹ féminin à Butembo dans sa typologie et face aux différents défis socioéconomiques mais aussi comme un des moyens de l'autonomisation de la femme, lequel essaie d'analyser l'impact des activités féminines sur le développement.

La question de l'intégration du genre au processus du développement reste, sauf avis contraire, une question d'actualité et une préoccupation majeure des Etats du monde. En effet, bien que les femmes aient, de tout temps, contribué à l'économie du pays, notamment par le travail domestique et leur participation à la production familiale, cette contribution demeure invisible de sorte que les acteurs du développement commencent à peine à reconnaître l'importance de favoriser leur insertion économique. De même, c'est depuis quelques années qu'on assiste à une augmentation partielle de la participation de la femme sur le marché de l'emploi. Partant, l'entrepreneuriat féminin prend actuellement de l'importance dans le développement économique de notre société moderne. Le phénomène est suffisamment important pour que les gouvernements s'y intéressent de plus en plus et que les chercheurs se questionnent et mènent des études poussées sur le sujet quand bien même la recherche sur le sujet serait encore limitée par manque de données de qualité, accessibles et régulièrement mise à jour.

¹ Au sujet du concept « entrepreneuriat », la littérature n'est pas encore unanime sur son orthographe de sorte qu'on utilise indifféremment « entrepreneuriat », « entreprenariat » et d'autres « entrepreneurship ». Il en va de même du mot entrepreneur lorsqu'il est adjoint aux femmes. Ainsi, parle-t-on de femme entrepreneure, femme entrepreneur ou alors femme entrepreneuse.

Ainsi, l'étude sur l'entrepreneuriat féminin intéresse pour quelques raisons non moins capitales ayant trait au travail des femmes en R D Congo en général, et à Butembo en particulier. D'abord, les femmes entrepreneuses, en créant des emplois pour elles-mêmes, se donnent le meilleur moyen non seulement d'accéder aux ressources mais surtout d'assurer leur autonomie personnelle et d'améliorer leur statut social. Ensuite, du fait d'être des femmes, elles sont confrontées à une série de facteurs -bas niveau d'instruction, modicité des moyens de financement, faible intégration dans les réseaux d'affaires, etc.- qui posent précisément des défis particuliers à l'entrepreneuriat féminin.

Partant, cette étude, tout en s'efforçant de brosser le portrait de l'entrepreneuriat féminin en ville de Butembo, vise à identifier les secteurs et les activités économiques viables pour favoriser l'insertion économique des femmes et lutter contre la pauvreté. Egalement, elle a pour ambition de collecter l'information nécessaire pour leur permettre d'appuyer les femmes dans la création de petites et micro-entreprises rentables et viables en ville de Butembo.

La présente étude s'articule sur trois aspects : une vue générale sur l'entrepreneuriat féminin, la typologie des entreprises féminines et les défis de ces entreprises. En outre, elle vise à mieux connaître les types et les caractéristiques des entreprises créées et dirigées par les femmes à Butembo et les obstacles auxquels elles sont confrontées. Il est question de faire un état des lieux des manifestations de l'entrepreneuriat féminin tant au niveau des acteurs que de leurs activités mais aussi de proposer les stratégies pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin face aux contraintes rencontrées

Tout en nous servant d'une démarche inductive pour conduire à bien nos investigations sur les activités féminines, nous utilisons deux types d'approches :

- ~ une approche systémique qui permet d'étudier les réalités ou phénomènes complexes constitués en système comme ensemble d'éléments en interaction, reliés et interdépendants. L'entrepreneuriat féminin trouve, en

effet, son tremplin dans la thématique du développement durable voire participatif dont les investigations doivent absolument et concrètement aboutir à un plan d'action. Ainsi, cette approche facilitera de diagnostiquer les contraintes et atouts pour le développement de cet entrepreneuriat, pour comprendre les différents éléments qui interagissent et qui motivent les femmes à devenir entrepreneuses ou mieux à chercher un emploi rémunérateur ;

- une approche du développement local qui nous aidera à analyser les effets réels de l'entrepreneuriat féminin sur le développement local. Elle permet de voir si les entreprises féminines répondent aux besoins réels des ménages des entrepreneuses.

Pour mener cette étude, parmi les instruments de prélèvement des données, deux techniques ont été très indispensables : la technique documentaire qui nous a permis d'obtenir, à partir de la bibliothèque ou de l'Internet, les éléments nécessaires sur les entreprises et l'entrepreneuriat féminin en général. L'enquête, quant à elle, par des interviews participatifs et dirigés grâce à un questionnaire, a permis de récolter les informations auprès des femmes elles-mêmes et des institutions que nous avons jugé utiles pour confectionner ce travail. Quant au traitement des données, une place centrale est réservée à la statistique et à l'outil informatique qui nous permettront une bonne interprétation et une présentation des résultats de notre recherche.

1. DE L'ENTREPRENEURIAT FEMININ

1.1. Définition

Parler de l'entrepreneuriat féminin reste encore presque une gageure du moment qu'au sujet de son orthographe maintes altercations, controverses et luttes de chapelle persistent lorsqu'il faut parler de l'entrepreneur femme. Pendant que certains ouvrages parlent de « femme entrepreneur », les dictionnaires français utilisent « entrepreneuse » alors que dans le monde anglo-saxon, surtout au

Canada, la dénomination la plus utilisée est « entrepreneure »¹. A cette difficulté s'ajoute une seconde non moins capitale liée à l'absence de définitions de la femme entrepreneur. Cette dernière se justifie par le fait que les études en sont encore rares, l'entrepreneuriat féminin étant un phénomène récent. Egalement, les échantillons n'étant pas toujours représentatifs pour arguer une généralisation aux autres pays, ceci rend malaisé d'établir une définition universelle.

La difficulté n'étant pas toujours levée, nous pouvons toutefois nous inspirer des travaux de Dina Lavoie dont la définition est reprise dans certaines études. Elle définit l'entrepreneur comme « *la femme qui seule ou avec un ou des partenaires a fondé, acheté ou accepté en héritage une entreprise, qui en assume les responsabilités financières, administratives et sociales et qui participe quotidiennement à sa gestion courante* »². Pour nuancer cette définition, en nous inspirant de Louis-Jacques Filion, nous pouvons ajouter que l'entrepreneuse est « *une personne qui prend des risques financiers pour créer ou acquérir une entreprise, et qui la dirige de manière innovatrice et créatrice en développant de nouveaux produits et en conquérant de nouveaux marchés* »³.

En scrutant cette définition de Lavoie, on se rend à l'évidence que les femmes se lancent en affaires de diverses façons. A ce propos, deux principales situations concrètes peuvent être rencontrées dans le monde réel. D'après la première, l'entreprise est possédée et dirigée par une femme qui a créée ou repris cette entreprise. Elle détient la majorité de son capital et en assume la direction. Cette définition peut s'étendre à la situation dans laquelle plusieurs femmes possèdent la majorité du capital et partagent entre elles la responsabilité

¹ Cf. FIDUCIAL, L'Observatoire de l'entrepreneuriat féminin, FIDUCIAL Edition, Janvier 2006, p. 13. (Tout le long de ce travail, nous nous efforcerons d'utiliser le concept « entrepreneuse »)

² D. Lavoie, Les entrepreneuses : pour un économie canadienne renouvelée. Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme, Ottawa, Février, 1999, p. 3 cité par GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ENTREPRENARIAT FÉMININ, Entreprendre au féminin, Rapport du groupe de travail sur l'entrepreneuriat féminin, Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la science et de la Technologie, novembre 1997, p. 11 et Louise ST-CYR, Marie-Hélène LÉGARÉ, Portrait statistique des femmes entrepreneuses. Les indicateurs de l'entrepreneuriat féminin et la disponibilité des données sur les femmes et leur entreprise, Groupe-conseil sur l'entrepreneuriat féminin et Ministère de l'industrie et du Commerce, 2000, Société Conseil BPS inc., Etude des besoins des entrepreneuses propriétaires de micro-entreprises privées ou travailleuses autonomes de la Ville de Longueuil, Collège Condition Féminine, CLD Longueuil, Janvier 2004, p. 8.

³ Cité par GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ, op. cit., p. 11.

de la direction de l'entreprise. La seconde dimension quasi corollaire à ce dernier aspect est le « co-entrepreneuriat égalitaire » dans lequel une femme ou plusieurs femmes, d'une part, et un homme ou plusieurs hommes, d'autre part, se partagent à l'égalité le capital de l'entreprise et partagent les responsabilités de direction ou de gestion. En dernière analyse, le « co-entrepreneuriat minoritaire » dans lequel la femme détient une part minoritaire ou nulle dans le capital, mais partage des responsabilités de direction ou de gestion avec un partenaire masculin¹.

Les situations telles que décrites ci-dessous en rapport avec le degré de responsabilité de la femme au sein de l'entreprise permettent de comprendre les divers chemins qui mènent à l'entrepreneuriat. Des femmes se lancent en affaires pour s'accomplir personnellement et professionnellement, pour réaliser un rêve ou par insatisfaction au travail. Certaines deviennent entrepreneuses en travaillant avec leur conjoint. D'autres enfin y trouvent un moyen de réintégrer le marché du travail en créant leur emploi soit comme entrepreneur soit comme travailleur indépendant, c'est-à-dire en se libérant de l'emploi salarié qui pour elles, comporte beaucoup de contraintes qui ne leur permettent pas de réaliser le rapport famille-travail.

1.2. Les indicateurs de l'entrepreneuriat féminin

Les différentes études pour présenter le profil des femmes entrepreneuses font souvent allusion à l'âge, au niveau de qualification ou d'études, au statut familial et à la situation socio-professionnelle... Des caractéristiques similaires sont également utilisées pour présenter l'entreprise. C'est dans cette optique que nous reproduisons ici cette grille des indicateurs que tracent plusieurs auteurs et qui devraient être considérés lors des études ou d'enquêtes sur l'entrepreneuriat féminin.

¹ Cf. FIDUCIAL, p. 14.

Tableau n° 1 : Indicateurs souvent utilisés pour faire état de l'entrepreneuriat féminin¹

ENTREPRISE	PROPRIÉTAIRE
Caractéristiques	Profil sociodémographique
Âge	Âge
Chiffre d'affaires	État matrimonial
Nombre d'employés	Niveau d'instruction
Secteur d'activité	Revenu annuel
Région	Expérience de travail antérieure
Forme légale / statut juridique	Pays d'origine
Type de propriété	Responsabilité familiale (nombre d'enfant)
Financement	Au travail
Capital de départ	Nombre d'heures travaillées par semaine
Capacité de payer	Proportion des parts dans l'entreprise
Sources de financement	Sources de perfectionnement
Termes et conditions de prêt	Formes d'aide à la gestion
Performance	Personnalité
Croissance (employés et ventes)	Style de leadership
Rentabilité / profits nets	Habiletés
Taux de croissance du secteur	Valeurs
ÊTRE EN AFFAIRES	
Motivations	Stratégies de pénétration
Raisons du démarrage de l'entreprise	Stratégies pour assurer la réussite
Raisons de l'exportation	Facteurs de succès
Obstacles et défis	Relève
Principales préoccupations	
COMPARATIF ILLUSTRANT LES DISTINCTIONS ET SIMILITUDES : HOMMES/FEMMES	

Les notions de l'entrepreneuriat féminin dépendent aussi et en très grandement de la reconnaissance faite des secteurs et activités économiques dans lesquels les femmes s'investissent. Certains ne considèrent que les entreprises du secteur formel, ce qui limite considérablement le nombre de femmes qui peuvent

¹ Société Conseil BPS inc., op. cit., p. 11.

être considérées comme étant entrepreneurs puisque la majorité d'entre elles évoluent dans le secteur informel et réalisent des activités à domicile. Qu'à cela ne tienne, il s'avère évident que les femmes sont plus actives dans les secteurs d'activités de la petite et microentreprise au niveau des domaines assez variés comme le commerce (de détail et divers), l'artisanat (taillerie, broderie...) où elles sont très actives ; les services (coiffure) et dans une moindre mesure dans l'agroalimentaire.

1.3. Typologie des entreprises féminines

Parlant de la typologie des entreprises créées par les femmes, une chercheuse de la Chaire de développement et de la relève de la PME des HEC à Montréal¹ a recensé différentes typologies principalement basées sur les motifs de la décision d'être en affaires. Ainsi propose-t-elle une classification où chaque entrepreneuse peut être située selon deux axes, soit celui des motivations soit celui des générations.

D'après les motivations des femmes, elle répertorie :

- ***L'entrepreneuse établie***, c'est celle qui ressemble le plus à l'homme, qui a des aspirations basées sur le développement de sa carrière et qui désire réussir financièrement. Elle possède de l'expérience dans son secteur d'activité, est diplômée et oeuvre dans le secteur commercial ou dans celui des services aux entreprises. Son chiffre d'affaires est plus élevé et elle a des employés. Finalement, elle est une gestionnaire accomplie, elle planifie, porte une attention à la production, au risque, elle délègue et a une gestion efficace de son temps.
- ***L'entrepreneuse dualiste***, mène de front ses engagements professionnels et familiaux. Elle choisit l'entrepreneuriat autant pour se réaliser personnellement que pour des raisons financières. Elle travaille dans des secteurs typiquement féminins (coiffure, beauté, etc.), est moins scolarisée et a un chiffre d'affaires inférieur.
- ***L'entrepreneuse domestique***, place sa famille au premier plan. Le temps qu'elle consacre à son entreprise est fonction du temps qu'il lui reste après ses

¹ GAGNON, Stéphanie, Un nouveau portrait des femmes entrepreneures – entre motivations et générations, Chaires de développement et de relève de la PME, HEC Montréal, 2002, cité par Société Conseil BPS inc., op. cit., pp. 18-19

obligations familiales. La croissance de l'entreprise n'est pas sa priorité et elle travaille dans des secteurs traditionnels.

Quant aux générations, elle distingue :

- **Les pionnières**, ont un faible accès aux capitaux, un accès limité à des programmes de formation, sont propriétaires uniques et oeuvrent dans des secteurs traditionnellement féminins.
- **Les libérées**, ont une expérience pertinente, un accès aux différents niveaux de scolarité, évoluent dans des domaines variés et ont un succès comparable à celui des hommes entrepreneurs.
- **Les influentes**, sont des entrepreneuses aguerries. Elles n'en sont pas à leur première entreprise et influencent les prochaines générations. Elles siègent sur d'importants conseils d'administration.

Cette typologie est intéressante pour illustrer la diversité des motivations et des parcours personnels et professionnels des entrepreneuses ainsi que pour donner un aperçu de la mosaïque de l'entrepreneuriat féminin.

Toutefois, la justification de l'intérêt porté à l'entrepreneuriat féminin réside dans l'importance économique et sociale que présentent la création et le développement des entreprises par les femmes et cela surtout dans le monde des PME. En effet, les femmes, comme les hommes, ont une très forte probabilité de créer et de développer une entreprise individuelle de petite ou moyenne taille, avec les caractéristiques qui sont les leurs et dont l'importance ne saurait être sous-estimée. Cependant, concernant leur position spécifique, les femmes entrepreneurs doivent assumer et concilier, dans la plupart des cas, le fait d'être une femme avec toute la connotation discriminatoire liée à ce terme et le fait de diriger une entreprise, deux des principales sources d'obstacles auxquels se butent les femmes dans de nombreux domaines : financement, relations avec les administrations, accès aux marchés. Ces difficultés ne sont-elles d'ailleurs pas aussi à l'origine de la discrimination sexospécifique au niveau de l'insertion de la femme dans les activités macroéconomiques et face à l'emploi salarié ?

2. DU CONTEXTE DE L'ENTREPRENEURIAT FEMININ A BUTEMBO

Le phénomène des entreprises dirigées par les femmes à Butembo reste encore mal cerné et les données disponibles permettent difficilement de les

décrire plus précisément et d'en généraliser les résultats tant sur le nombre que sur le profil des créatrices ou des entreprises voire leur typologie. Pour pallier un tant soit peu à cette difficulté majeure, les statistiques fournies par la Fédération des Entreprises du Congo (FEC), le Centre des Impôts, le Service de l'Industrie et Petites et Moyennes Entreprises (IPME) et de l'Economie Nationale qui en donnerait une grande lueur restent encore généralement muettes sur la distinction hommes – femmes parmi les entrepreneurs économiques de Butembo malgré un début encore tâtonnant de catégorisation. Pour cibler certaines, il nous a été inévitable de recourir à certaines associations féminines.

2.1. Les femmes en entreprises à Butembo

Les lignes ci-dessous fournissent des données récoltées auprès de certains services étatiques sur les statistiques des femmes entrepreneuses. Bien qu'elles soient déjà vieilles de quelques années, elles donnent pourtant une idée plus ou moins exacte de la réalité entrepreneuriale féminine à Butembo. Parmi ces services, nous pouvons relever la FEC, le Centre des Impôts, le Service de l'Economie et celui de l'IPME.

2.1.1. La FEC

La FEC est une fédération qui a pour objet d'assumer les fonctions de chambre de commerce, d'industrie, de métiers et d'agriculture ainsi que d'organisation professionnelle des employeurs. Peut devenir membre de la Fédération, d'après l'article 5 de ses Statuts révisés de juin 2005, toute personne physique ou morale constituée en entreprise de droit privé ou toute autre organisation structurée d'entreprises qui exploite légalement sur le territoire de la RDC une activité commerciale, industrielle, agricole, artisanale ou libérale.

Les statistiques de la FEC/Butembo-Lubero, en 2005, donnent une liste des entreprises membres par secteur d'activités et en relèvent douze en repertoriant 348 individus même si certains entrepreneurs peuvent se retrouver dans plusieurs secteurs à la fois. Quant au cas spécifique des femmes, la FEC Butembo-Lubero, dans sa commission des femmes entrepreneuses, répertorie seulement six femmes membres de la FEC au cours de l'année 2004-2005 soit 1,72% de 348 entrepreneurs des secteurs ci-dessus. Elles se répartissent dans le commerce général (4), l'élevage (4), le transport (1), l'hôtellerie (1), la distribution

de la bière primus (1), la restauration (1) et le commerce ambulatoire (1). Ce pourcentage révèle déjà que beaucoup de femmes préfèrent travailler dans le monde informel ou alors, celles qui sont dans le formel, préfèrent s'enregistrer au niveau de leurs maris ou d'un de leurs parents de sexe masculin (fils, frère...).

Qu'en est-il des statistiques au niveau des autres services comme le Centre des Impôts, l'Economie Nationale et l'IPME, pour ne citer que ceux-ci.

2.1.2. Les autres services : Centre des Impôts, Economie Nationale et IPME

Malgré la difficulté de retrouver parfois un registre des statistiques complètes et actualisées de différents opérateurs économiques oeuvrant en Ville de Butembo, le registre des NRC enregistrés à Butembo depuis l'érection du Tribunal de Grande Instance en 2000 dans la ville fait état de 306 opérateurs économiques en mars 2007 sans compter ceux qui ont été enregistrés à Goma, Bukavu, Bunia, Kisangani, Kinshasa...en estimant le nombre total en 520. Parmi ceux-ci, on retrouve seulement 6 femmes, soit un pourcentage de 1,96% soit 2%. En effet, parmi les documents qui confèrent aux opérateurs économiques la qualité de commerçant ou d'entrepreneur, on a le NRC et la Patente qui n'intervient que par dérogation. Et sur base de ces documents qu'on peut répertorier le nombre d'opérateurs économiques de Butembo et que les services effectuent le recouvrement de l'impôt quand bien même ceux qui oeuvrent dans l'informelle payent ce qu'on nomme communément « redevances ». Un rapport d'activités de 2002 des services d'Economie Nationale au niveau de chaque commune de la Ville de Butembo recense 928 entrepreneurs dont 75 femmes soit 8,1%.

Ces proportions de faible représentativité des femmes se vérifient également au niveau du Centre des Impôts de Butembo conformément à sa liste des contribuables du 27 septembre 2006 transmise à la Direction Provinciale du Nord-Kivu. Reprenant 906 contribuables, cette liste note 67 femmes soit 7,4% avec un nombre élevé de 56 femmes dans les PME de deuxième catégorie.

Pour clore cette vue panoramique du monde des affaires à Butembo, les données recueillies dans les annales de l'IPME pour l'exercice 2003 sur les statistiques des paiements des Patentes sont aussi révélatrices. Répertoriant 650 contribuables avec une proportion abondante au niveau de la vente des articles divers (437/690), des pharmacies (65/690), de la vente des pagnes (32), alimentation (26), quincaillerie (11), friperie (8), articles de couture (8) ; les

femmes sont au nombre de 98 soit 14,2% concentrées essentielles dans la vente des articles divers ($37/437 = 8,4\%$), la vente des pagnes ($32/32 = 100\%$), les pharmacies ($9/65 = 13,8\%$), la vente des friperies ($6/8 = 75\%$), avec une représentativité aussi dans la vente des cuvettes (2), les alimentations (2/26), les vendeuses d'huile, de poissons et de sel (4), les petits restaurants (2), la ventes des blouses et articles des femmes (2), la vente des cartes téléphoniques (1), les salons de beauté (1).

Il y a lieu d'élargir ces données en consultant d'autres services comme celui du tourisme, de culture et art, de la santé et de différentes corporations d'entrepreneurs... pour évaluer la participation des femmes dans la création d'entreprises. Cependant, s'il faut déjà tirer une conclusion sur l'activité entrepreneuriale féminine, les pourcentages obtenus au niveau de différents services sont très proches : 7,4% au Centre des Impôts ; 8,1% au Service d'Economie ; 14,2% à l'IPME ; mais aussi : 1,72% soit 2% dans la Commission Nationale des Femmes Entrepreneuses à la FEC et 1,92% soit 2% des femmes ayant un NRC depuis 2000 à Butembo au service de l'Economie. Il va sans dire donc que les femmes s'intéressent à l'Entrepreneuriat en Ville de Butembo mais très actives dans le secteur informel que formel et cela dans le commerce général ou des articles divers, les habits inclus ; les pharmacies... Mais qu'en est-il concrètement de leurs activités ?

2.2. Aperçu général sur les PME féminines en Ville de Butembo

Des données fournies recueillies auprès de la FEC, du Centre des Impôts, du Service de l'Economie, de l'IPME montrent que les femmes sont actives au niveau entrepreneurial en ville de Butembo. Œuvrant dans le secteur formel, elles sont aussi dans le secteur informel, et ici, elles paraissent plus actives. Parmi les activités de leur lot, on cite comme nous l'avons vu précédemment, le commerce, l'artisanat, les services et rarement l'industrie ou le bâtiment.

Parlant du commerce féminin à Butembo, occupant la plupart des femmes entrepreneuses, celui-ci draine même celles qui ne disposent pas d'une formation professionnelle. L'immense champ entrepreneurial féminin en Ville de Butembo, à le scruter de plus près, renferme des centaines de milliers d'activités et d'agents. Allant des activités de « survivance », qualifiées d'informelles par large extension du terme, suite à son aspect quasi misérable, on y retrouve aussi, ce qui est

paradoxal, des entreprises modernes bien structurées, aux revenus procurant de lourds investissements et d'importantes épargnes.

Alors que les activités de « *l'économie de survivance* » sont celles d'après Stefaan Marysse qui « *essaient d'assurer une survie précaire à la famille, là où le revenu formel ne suffit plus pour couvrir les besoins courants* »¹, celles dont mention est faite ici n'en sont vraiment pas de la catégorie, car ne suppléant d'ailleurs à aucun revenu formel qu'il y a lieu d'affirmer que les nombreux ménages bénéficiaires vivent par miracle. Il s'agit, à titre illustratif, de la vente d'épices ou de condiments (racines de plante, piments...) ou de légumes préalablement disposés sur une toile de plastique ou un morceau de carton ou encore du charbon de braise, le tout à même le sol, de la vente de quelques grains de cacahouètes ou arachides, soja, bananes mûres ou des maïs grillés sur une couvercle de casserole, de la vente ambulante d'eau en sachet, des vivres cuites, des arachides en gousses ou même des sauterelles, le tout présenté dans un bassin et vendu par la commerçante à l'entrée ou à travers le marché, au coin ou le long des rues et avenues, au niveau des parkings et aux environs des cours scolaires...

A côté de ces activités, se développe également une gamme d'autres un peu plus intéressantes telles la vente des poissons, des produits vivriers et alimentaires locaux (huile de palme, farine, pommes de terre, patates douces, semoule, sucre, sel, riz, poissons salés, haricots, soja,...) ou importés (boîtes de lait, pots de confiture, boîtes concentrées de tomate...), d'articles de cuisine en métal ou en plastique, de produits de luxe (vêtements, chaussures et sacs à main, tissus, bijoux...) et même les produits pharmaceutiques et les boissons... Celles-ci ont la prétention d'offrir un meilleur coup d'œil, tant du point de vue du capital requis que du type d'installation sur lequel les articles sont disposés soit à l'intérieur des marchés soit dans des boutiques ou kiosques soit dans les galeries que certaines sont même répertoriées par le service de l'Economie nationale et identifiées par un numéro de registre de commerce ou une patente.

Toutes ces activités, il faut le reconnaître, relèvent du commerce. Du côté de l'artisanat, de l'industrie et des services, les femmes se qualifient majoritairement à travers la ville dans la couture comme propriétaires de plusieurs

¹ Marysse, S., "Etude sur la problématique du secteur informel", in : Zaïre. Vers une nouvelle stratégie de coopération ? Actes du Colloque, Rapport de synthèse et résumé, Bruxelles, mars 1994, p. 173, cité par BOUCHARD, H., Commerçantes de Kinshasa pour survivre, Harmattan, Paris, 2002, p. 7.

ateliers de couture. D'autres, par contre, initient çà et là des salons de coiffure dame surtout, des cabines téléphoniques, des papeteries, des discothèques, des maisons de vente des matériaux de construction ... ; dans le cadre du transport, elles sont propriétaires des trotinettes, des motos et véhicules taxi, ... Toutes ces activités et bien d'autres qui ont attiré notre attention font l'objet d'analyse dans leur typologie et leur impact sur le développement socio-économique de Butembo.

Ce travail n'est pas une recension de tous les domaines où sont actives les femmes en véritables agents économiques. Notre choix porte sur un nombre de 80 femmes œuvrant plus ou moins dans 30 secteurs d'activités comme échantillon de notre enquête en nous penchant dans la mesure du possible vers les entreprises qui paraissent fiables même si rien ne prouve qu'elles génèrent plus de recettes comme le note d'ailleurs Hélène Bouchard. En effet, écrit-elle, « *le premier coup d'œil ne permet pas de percevoir tout l'aspect caché des actions posées par les commerçantes, dans l'organisation et la gestion de leurs activités. Une vendeuse d'épices ou une autre proposant des charbons de braise disposés à même le sol peuvent avoir un fonds de commerce intéressant et vendre autant, sinon plus, que celle qui vend des produits alimentaires importés. (...)* »¹. A dire vrai, et cela peut facilement se comprendre et se vérifier, la vente d'épices, de condiments ou de braises peut, en effet, constituer un choix logique, dans la mesure où, peu importe les circonstances, la commerçante sera assurée d'écouler ses produits qui sont à la base même de la préparation des repas. A l'inverse, la vente de produits de luxe sera moins régulière, mais les revenus générés peuvent être suffisamment importants pour pallier l'irrégularité de la vente. Qu'à cela ne tienne, les principales activités entreprises par les femmes dont plusieurs données de notre enquête sont visualisées dans le tableau n°1 en annexe ne sont jamais posées au hasard. Elles résultent des motivations tant économiques que sociales et sont le fruit d'un choix minutieux et nourri d'expériences et de conseils.

3. LA TYPOLOGIE DES ENTREPRISES CREEES PAR LES FEMMES

Les données ci-dessous portent sur un échantillon de quatre vingt femmes entrepreneuses enquêtées en ville de Butembo. Nous voulons focaliser notre attention sur la typologie de leurs entreprises à travers deux grands points, à

¹ Cf. Bouchard, H., op. cit., p. 8.

savoir les caractéristiques environnementales, les éléments en rapport avec le processus de démarrage des entreprises créées par les femmes en Ville de Butembo.

3.1. Caractéristiques des entreprises créées par les femmes

Dans son environnement et son fonctionnement, une entreprise, aussi petite soit-elle, se caractérise par certains éléments non moins importants. La plupart d'entre eux ont trait aux activités, aux employés, au type et au statut.

S'il faut aborder le secteur d'activité des entreprises créées par les femmes, l'objectif poursuivi dans ce paragraphe n'est pas de mesurer la proportion des entreprises détenues en tout ou en partie par les femmes à Butembo. Il n'est pas non plus question de mesurer leur incidence mais bien au contraire de cerner les manifestations des activités qu'elles mènent dans leur vécu quotidien. Bien que ces entrepreneuses oeuvrent dans plusieurs secteurs d'activités que nous n'avons pas atteints –ce qui serait trop ambitieux–, les 80 individus de notre échantillon se répartissent dans 31 secteurs. Partant des fréquences et de leurs similitudes et bien qu'elles aient majoritairement une connotation commerciale, nous les regroupons en cinq domaines : le commerce général, la restauration, l'artisanat, la santé, le transport et communication tel que cela apparaît dans le tableau subséquent :

Tableau n°2 : Secteurs d'activités

N°	Secteur	ni	fi%
1	Commerce général	41	51,25
2	Restauration	18	22,5
3	Artisanat	8	10
4	Santé	8	10
5	Transport et communication	5	6,25
	Total	80	100

Source : Nos calculs

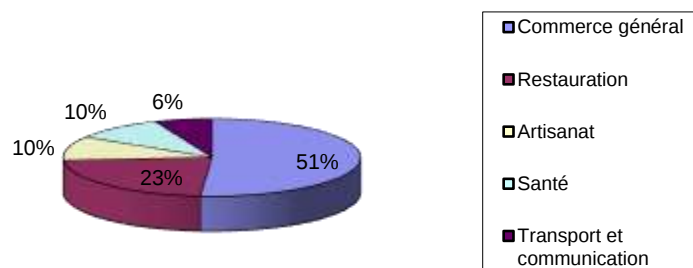
De ce tableau, il ressort que 51,25% des créatrices d'entreprises de la ville de Butembo se concentrent majoritairement dans le commerce général avec une certaine prédominance comme cela apparaît d'ailleurs des données des services étatiques enquêtés. Ce cas qui combine le commerce de détail et de gros regroupe dans notre échantillon les alimentations, les cambistes, les différents dépôts, les papeteries, les reventes des boissons, les ventes de carburant, pagnes, bijoux,

friperie, pièces de rechange, planches, souliers et articles divers. Dans cette catégorie également, les vendeuses d'articles divers tiennent le pavé.

Quant aux autres secteurs, les femmes oeuvrent également dans la restauration pour 22,5%. Sont classés ici les restaurants, les cafétéria, les pâtisseries, les boulangeries, les ventes des vivres voire les buvettes. Deux secteurs : la santé constituée des pharmacies, des dispensaires et postes de santé avec l'artisanat (taillerie, salon de beauté et tricotage) occupent les femmes pour 10% chacun tandis que 6,25% sont actives dans le transport et communication regroupant le transport, l'informatique et la téléphonie.

Le diagramme en secteur suivant permet de visualiser très clairement ces données.

Graphique n° 1: Secteurs d'activité



Ces résultats tels que présentés rejoignent la littérature sur les entreprises qui stipule que les femmes oeuvrent majoritairement dans le commerce de détail d'articles divers. De même, les données de terrain ont révélé que 29 femmes soit 36,25% travaillent officiellement par rapport à 51 femmes soit 63,75% qui sont enregistrées par les services étatiques. Par rapport aux données reçues des services étatiques démontrant une grande activité féminine dans l'informel, notre échantillon s'est focalisé majoritairement au secteur formel parce qu'il est capable de donner des renseignements un peu plus fiables et bien structurés. Il y a lieu de combiner ces éléments avec les secteurs d'activités et conclure des secteurs d'activités qui sont majoritairement concentrés dans l'informel.

Parlant de l'âge de ces entreprises, les entrepreneuses de notre étude sont encore jeunes dans le monde entrepreneurial. On retrouve cependant une bonne répartition des jeunes entreprises fonctionnant depuis une année et des entreprises opérationnelles depuis longtemps, 23 ans au maximum. Cet élément de dispersion

dans les années témoigne de la santé de l'entrepreneuriat auquel elles se livrent alors régulièrement. Pour simplifier la lecture des âges, nous avons adopté une répartition aléatoire conformément au tableau suivant

Tableau n° 3 : Age des entreprises

Tranche d'âge	Effectif	Fréquence
1 à 5 ans	42	52,5
6 à 10 ans	24	30
10 ans à 20 ans	12	15
Plus de 20 ans	2	2,5
Total	80	100

Source : Nos enquêtes

Ce tableau montre que la majorité des entreprises des femmes à Butembo (52,5%) sont très jeunes, elles naissent du jour au jour et ont au plus 5 ans. Egalement, un nombre important de 30% se concentre entre 6 et 10 ans. Les deux groupes, à eux seuls, représentent 82,5% et cela en vue de confirmer la littérature selon laquelle les entreprises des femmes sont plus jeunes. On peut également combiner, pour plus d'informations, l'âge des entreprises et l'âge des entrepreneuses en vue de voir à quel âge les femmes ont la propension de créer des entreprises et enrichir ainsi le profil des entreprises.

Continuant notre analyse, le statut et type de création sont porteurs de sens dans l'appréhension du profil des entreprises. Dans notre cas précis, nous avons des propriétaires uniques et des copropriétaires soit avec le mari soit avec un ou plusieurs partenaires hommes et/ou femmes. Parmi les copropriétaires, trois niveaux s'imposent : la majorité, le partenaire à part égale et la participation minoritaire telle qu'on peut le lire dans ce tableau.

Tableau n° 4 : Participation à la propriété de l'entreprise

Participation de la femme	Nombre	Fréquence
A. Propriétaire unique	56	70
B. Actionnariat du conjoint	19	23,75
Majoritaire	2	2,5
Egalitaire	5	6,25
Minoritaire	12	15
C. Actionnariat des partenaires	5	6,25
Majoritaire	0	0
Egalitaire	3	3,75
Minoritaire	2	2,5
Total	80	100

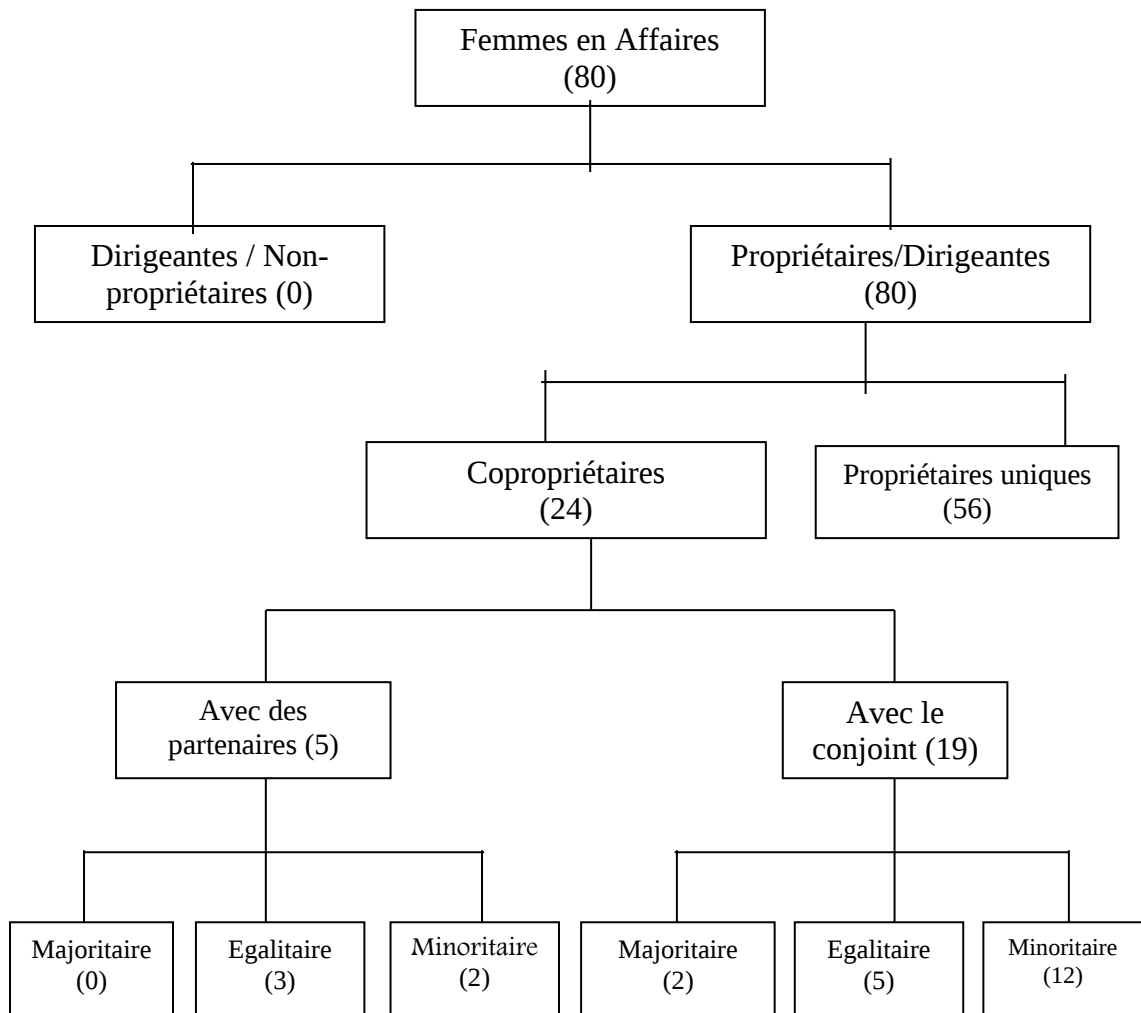
Source : Nos enquêtes

Selon la littérature, au niveau du type de création, il s'agit souvent soit d'une création pure, soit d'une reprise ou alors d'une réactualisation. Quant au statut de l'entreprise, il permet d'en distinguer le répondant et de le répertorier au niveau des services de tutelle. Au regard de ce tableau, 70% d'entreprises sont individuelles ; 23,75% sont familiales et 6,25% d'entreprises peuvent être considérées comme des sociétés par le fait qu'elles connaissent la participation des partenaires étrangers à la famille nucléaire.

Ces données peuvent être visualisées plus clairement dans le schéma ci-dessous inspiré de Louise St-CYR¹ que nous nommons l'arbre de partenariat dans une entreprise.

¹ BEAUDOIN, Nicole; ST-CYR, Louise. L'entrepreneuriat féminin – une force économique, Chaire de développement et de relèvement de la PME – HEC Montréal, 2001, p. 23.

Schéma n° 1 : Arbre de partenariat dans l'entreprise



Source : Construction à partir du tableau n°4

Ce schéma, hors son cadre illustratif, a l'avantage de nous montrer l'insertion et la conduite des femmes en affaires ou mieux leur degré de responsabilité quant à la propriété et à la direction des affaires où elles sont actives.

Qu'en est-il alors de la dimension de ces entreprises des femmes ?

3.2. De la dimension des entreprises créées par les femmes

D'après la littérature sur les entreprises féminines, celles-ci sont de très petite taille. La dimension d'une entreprise se mesure naturellement par le nombre d'ouvriers, le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée. Pour n'avoir pas eu accès à tous ces éléments, nous baserons notre analyse sur le nombre d'ouvriers d'une part et sur le capital de démarrage d'autre part.

Pour consolider l'analyse de l'entrepreneuriat, le fait d'avoir ou non des employés est un des éléments de l'étude de la taille de l'entreprise pour distinguer les petites entreprises ayant 1 à 10 salariés, les moyennes de 10 à 500 salariées et les grandes entreprises, plus de 500 salariés. C'est dans cette optique que nous usons de la délimitation telle que utilisée par plusieurs auteurs spécialistes de l'entrepreneuriat féminin.

Tableau n° 5 : Nombre d'employés par entreprises

Nombre d'employés	Effectif absolu	Effectif relatif
Aucun	2	2,5
1 ou 2 employés	47	58,75
3 à 5 employés	26	32,5
6 à 10 employés	4	5
11 employés et plus	1	1,25
Total	80	100

Source : Nos enquêtes

La lecture des données de ce tableau montre clairement que, d'après le critère du nombre d'employés, toutes les entreprises dirigées par les femmes sont de très petites entreprises avec une majorité absolue d'employés de 1 ou 2 employés (58,75%). Une seule entreprise (1,25%) a plus de 10 employés. C'est elle qui peut être prise pour une moyenne entreprise. En d'autres termes, 98,75% sont toutes de très petites entreprises. On peut également étudier la répartition de ces employés par sexe et constater que ces 80 entreprises féminines de Butembo embauchent un effectif total de 217 employés dont 82 hommes (37,8%) et 135 femmes (62,2%) ; ce qui fait une moyenne de 3 employés par entreprise dont un homme et deux femmes. La seule entreprise de taille moyenne, un poste de santé, ayant le nombre le plus élevé d'employés totalise 20 dont 4 hommes et 16 femmes.

Ces entreprises, tel que nous pouvons le constater, ont un besoin limité en effectif salarié. Parmi les motifs qui freinent l'embauche des salariés, on cite le coût du travail qui impliquerait en principe des charges sociales souvent très élevées, le défaut de clientèle qui ne permet pas de dégager suffisamment de bénéfices, l'incertitude quant à la pérennité de l'entreprise voire la nature de l'activité elle-même. La décision d'embaucher est reliée à la volonté de croître mais aussi à l'acceptation du rôle de pourvoyeur qu'il faut jouer. Plusieurs femmes désirent embaucher beaucoup plus de gens. Mais par crainte des responsabilités y relatives, dont surtout le salaire, elles maintiennent leurs entreprises au niveau micro en parlant des employés.

Ces employés, de notre échantillon, sont tous en temps plein. Les entrepreneuses ne recourent pas aux employés à temps partiels et aux temporaires. Constitués essentiellement des femmes, ils ont un salaire variant, pour les quelques entrepreneuses qui l'ont révélé, entre 5 et 15 dollars pour la plupart. Il va jusqu'à 20\$ et 25\$ pour un petit groupe de 6 entrepreneuses dont un restaurant, un dispensaire, la vente de carburant, une alimentation, un dépôt de boisson, un dépôt de ciment. Pour d'autres, la clientèle étant très limitée et donc les recettes basses, certains employés sont payés suivant un certain pourcentage conformément au bénéfice généré le mois.

On se rendra également compte que conformément au chronogramme du timing, certaines entrepreneuses n'ont pas d'employés et presque toutes passent la journée au lieu du travail. En d'autres termes, ces entrepreneuses travaillent en entrepreneuses autonomes ou indépendantes. De même, d'après ces créatrices, la modicité du salaire s'explique aussi par le fait que certains salariés, pour une large proportion, sont pris en charge par le ménage de l'entrepreneuse et sont des familiers proches ou lointains ou ont des affinités de village d'origine ou de religion. Le recrutement avec le système d'offre d'emploi et de contrat de travail n'existe pas de sorte que l'engagement et le licenciement dépendent en grande partie de l'entendement de l'entrepreneuse. En effet, les entreprises étant quasi familiales, elles mobilisent l'aide du conjoint, des parents et des proches dans leur fonctionnement et sont d'ailleurs de faible envergure financière.

Quant à la question relative au capital de démarrage, les femmes de notre échantillon ont, pour nombre d'elles, de petits projets dont le minimum de démarrage a été de 10\$ alors que celle qui a démarré avec un montant très élevé avait 4000\$ américains.

En recourant au regroupement par classes, sachant que $n=80$ et que nous avons 7 classes, on peut calculer les autres valeurs pour obtenir une amplitude de 570 et obtenir un capital moyen de 651,25\$. En d'autres termes, la plupart des entreprises créées par les femmes en Ville de Butembo (70%), tel qu'on peut le constater, démarrent avec un capital initial relativement faible, inférieur ou égal à 500 dollars, en dessous de la moyenne générale trouvée de 651,25\$ pour l'ensemble de toutes les femmes. 30% seulement sont au-dessus de la moyenne avec 18,75% oscillant autour de mille dollars. Ce critère témoigne encore une fois de la petitesse de ces entreprises, de celle de leurs transactions, et par ricochet du revenu qu'il peut générer et surtout de son audience devant les institutions financières lors d'une demande de crédit.

3. Obstacles et défis à l'entrepreneuriat féminin à Butembo

Dans le premier point, nous avons soulevé quelques obstacles qui freinent l'entrée facile des femmes dans l'emploi salarié. Ces obstacles persistent quand il s'agit de créer et de gérer une entreprise. En essayant de les broser en grand coup de pinceau, un bref regard portera sur les freins à l'entrepreneuriat féminin mais aussi sur les stratégies ou facteurs qu'elles proposent pour la réussite et le succès de leurs activités en invoquant finalement l'implication des associations féminines comme un autre moyen de promotion de l'entrepreneuriat féminin.

3.1. Les freins à l'entrepreneuriat féminin

Lorsque des entrepreneurs créent une entreprise, ils ont en général à relever plusieurs défis : réunir les fonds nécessaires, démêler l'écheveau serré des réglementations et des dispositions fiscales liées à l'ouverture, parvenir à pénétrer ou créer un marché et structurer l'entreprise ainsi que les liens avec d'autres entreprises à l'intérieur d'une branche d'activité. La plupart des études sur les femmes entrepreneuses démontrent que celles qui se lancent dans la création d'entreprise se heurtent avant même de réussir à des obstacles liés à leur position dans la société (c'est-à-dire leur statut de femme), à l'accès aux informations et aux capitaux.

L'enquête menée auprès de 80 entrepreneuses en Ville de Butembo nous a permis de confirmer cette théorie et de l'étoffer quant aux freins à l'entrepreneuriat féminin et de confirmer également notre hypothèse de départ en rapport avec les obstacles auxquels sont butées les femmes dans leurs activités. La question majeure, comme nous le constaterons sous peu, est l'accès au financement surtout lors du démarrage de l'entreprise. Ce qui explique le poids du capital de certaines de 10\$ pour démarrer une buvette. S'il en est ainsi d'une buvette, que dire alors d'une vendeuse d'arachides, de maïs grillés, des bananes mûres... En cours d'opération, ce besoin diminue petit à petit pour certaines lorsque l'activité devient prospère de sorte qu'elles préfèrent y injecter le financement par des ressources personnelles nonobstant la tendance à demander un financement aux institutions financières.

Pour bien appréhender l'ensemble de toutes les difficultés majeures rencontrées, nous les synthétisons dans le tableau ci-après.

Tableau n°6 : Freins à l'entrepreneuriat féminin

Type de problème rencontré	Pas problème	Problème mineur	Problème majeur
L'accès au financement	10,8%	27,2%	62%
Manque de connaissances spécifiques	32,6%	17,1%	50,3%
Conciliation travail – famille	61,2%	10,3%	28,5%
Charges administratives et fiscales	29,5%	20,7%	49,8%
Approvisionnement en produits	64,6%	12,6%	23,8%

Source : Nos enquêtes

Il n'est donc pas étonnant que l'accès au financement soit placé au premier niveau des problèmes rencontrés. Cela ne s'explique-t-il pas déjà avec la précarité de la situation professionnelle des entrepreneuses, leurs principaux modes de financement, l'absence totale des subventions gouvernementales, les restrictions des institutions financières pesant sur les femmes lors d'une demande de prêt !

En second plan arrive le manque de connaissances spécifiques. Il s'agit notamment comme nous l'avons souligné dans le profil des entrepreneuses, de leur

niveau scolaire moyen : 76,25% dont 61,25% du niveau secondaire et 25% du primaire ; de la carence en notions de gestion ou administration et comptabilité dans le chef des créatrices (75%). Cette tare, qui peut diminuer par des formations permanentes et professionnelles, est à l'origine d'autres difficultés comme une sorte de complexe d'infériorité confinant les entrepreneuses dans une quasi-autarcie et un solitarisme indéniable qui les contraint à ne pas développer des contacts avec les autres entrepreneuses de leur domaine d'action.

Une autre difficulté de taille qui pèse sur les femmes de notre étude est le lourd fardeau des charges administratives et fiscales. Celle-ci est liée aux formalités à remplir lors d'un démarrage officiel d'une activité et constitue alors un facteur de découragement et pousse la plupart à œuvrer dans l'informel.

Les difficultés liées à la lourdeur de la double tâche, c'est-à-dire être entrepreneuse et avoir les responsabilités familiales ou mieux la conciliation entre vie privée et vie professionnelle sont présentes mais ne semblent pas constituer des véritables freins à l'entrepreneuriat féminin. Cela ressort des réponses à la question de savoir si la situation de femme d'affaires a une incidence négative sur la vie des ménages où seulement 23 personnes soit 28,5% répondent par l'affirmative et 10,3% de réponse nuancée. De fois, les femmes se trouvent obligées de vendre jusque tard pour attendre le dernier client en vue d'accroître les recettes du jour. Ces retours tardifs, parfois nocturnes, exposant les femmes sans moyen de déplacement en beaucoup de risques, suscitent des querelles au sein du foyer et affectent négativement les enfants obligés de prendre leur souper tardivement dans la nuit. Pour y pallier, certaines ont des nourrices ou domestiques qu'elles prennent en charge ou qu'elles payent. Ce phénomène, disent certains psychologues, serait à la base de l'accroissement de l'effectif des enfants de la rue qui sont privés de l'affection, de l'éducation et de l'encadrement de leurs mères. Cette difficulté liée à la conciliation famille-travail s'apparente à celle dite souvent liée communément à la position dans la société où le rôle d'une femme dans la vie était d'être bonne épouse et bonne mère. Les obstacles induits par ce type d'attitude sont particulièrement importants pour les femmes qui essayent de monter une entreprise dans un secteur d'activité traditionnellement réservé aux hommes et pour les femmes à petits revenus ou issues des minorités.

En dernier lieu, les femmes soulèvent la question liée à l'approvisionnement en produits pour leurs activités. Ceci reste un problème crucial mais à dire vrai, il est une des conséquences du second problème relatif au manque des connaissances en gestion ou administration d'entreprises. Cela rejoint également les réponses sur les moyens de communication utilisés dans le cadre des affaires où le seul moyen utilisé, encore très récent d'ailleurs et très coûteux aussi, est le téléphone. Leur accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication est encore très limité qu'il leur est très difficile de faire des réseaux avec d'autres entrepreneuses d'autres milieux lointains oeuvrant dans leur domaine d'activité.

La liste de ces difficultés pourrait bien être allongée en y incorporant par exemple celles liées à leur faible représentativité dans les instances décisionnelles. Mais aussi, il ne serait pas gain de le taire, d'autres difficultés sont d'ordre général à toute entreprise ou alors spécifiques aux secteurs ou domaines d'activités de chacune des entrepreneuses et à la conjoncture économique. Nous citons les fluctuations des prix et du taux de change, le marketing, la planification, la concurrence, l'insolvabilité des clients, les vols, le non écoulement des produits, la non livraison dans le délai des marchandises par les fournisseurs, l'avarie et la péremption des produits, la rareté de certains produits sur le marché, le paiement cher du loyer ou l'obtention difficile d'un local de fonctionnement de l'activité... A ces problèmes s'ajoutent également les différents besoins exprimés par les femmes qu'elles jugent nécessaires pour la prospérité et la promotion de leurs entreprises et de toutes les entreprises dirigées par les femmes.

3.2. Les facteurs de succès selon les entrepreneuses

Les entrepreneuses de la Wallonie, Lorraine et Luxembourg associent le plus volontiers à l'acte d'entreprendre deux valeurs : l'épanouissement et la réussite. Lorsqu'elles sont consultées sur ce qui importe dans leur vie professionnelle, bien qu'elles mettent en avant leur désir d'autonomie, elles sont plus nombreuses à souligner l'importance de la reconnaissance sociale. Toujours, dans le cadre des valeurs qui font avancer les femmes qui entreprennent, leurs préoccupations majeures sont le développement de leur entreprise et la réussite professionnelle¹. Ces réponses des entrepreneuses d'Europe marquent également celles de Butembo tant elles sont très préoccupées pour la réussite de leurs entreprises nonobstant les multiples embûches qu'elles affrontent.

¹ Cf. Cybernautes, op. cit., pp. 55-59.

A la question de savoir quelles stratégies les femmes entrepreneuses utilisent contre la concurrence des entreprises dirigées par les hommes oeuvrant dans leur secteur d'activité, elles ont donné quelques réponses qu'il importe de structurer et de présenter sous forme de facteurs de réussite ou de succès d'une entreprise et de conseils aux futures entrepreneuses. On se rendra certainement compte qu'elles ne diffèrent pas trop profondément de leurs besoins tant les questions étaient similaires (de savoir ce qu'elles souhaitent pour la prospérité et la promotion des entreprises dirigées par les femmes).

Dans leurs interventions, elles ont souligné les qualités personnelles d'être passionnée, disciplinée, persévérante, tenace, fournir un travail de qualité, adopter des standards d'excellence et de qualité, avoir les qualifications du domaine ou alors s'entourer des gens qualifiés et avoir une bonne santé physique et mentale, accepter de mettre le temps qu'il faut, avoir une grande tolérance aux risques, bien réfléchir et se forcer de créer un réseau des contacts, avoir des capitaux suffisants, s'informer du domaine qu'on veut entreprendre pour bien choisir...

Pour réussir dans ses affaires, l'entrepreneuse doit être une personne qui a un leadership certain et avoir un bon sens des affaires doublé des valeurs de dynamisme, détermination, organisation, globalisation, positivisme et réflexion. En outre, elle doit être en mesure de gérer les relations interpersonnelles avec les employés qui lui sont les premiers à assurer et à marquer la clientèle. Cela implique, qu'à ces facteurs, l'entrepreneuse doit être à même de faire confiance aux autres et d'avoir l'appui de sa famille et de ses amis. Car, en effet, bien que se lancer en affaires semble être une affaire et une décision individuelle, c'est à travers ce projet qu'on reconnaît le besoin d'autonomie de l'entrepreneuse et qu'elle réalise sa promotion intégrale.

3.3. L'implication de la femme dans la promotion de l'entrepreneuriat féminin

Plusieurs expériences de promotion de la femme ou de l'entrepreneuriat féminin sont déjà réalisées et/ou sont en cours de réalisation dans la ville de Butembo depuis une certaine période. De par leur diversité, elles présentent toutes un intérêt évident. Nous pouvons citer entre autres les actions menées par les ONG AMACO, LOFEPANOKI, UWAKI, SYFET, FAEF...

Dans le cadre de leur autonomisation et de leur réalisation dans leurs activités, les femmes soulèvent l'appartenance à un réseau. Ce souci est exprimé par

leur appartenance ou leur intention d'adhésion à des associations d'entrepreneurs ou entrepreneuses de leurs secteurs d'activité. Parmi leurs leitmotivs, elles soulignent l'acquisition de nouvelles connaissances en matière de gestion, l'intégration dans une communauté plus solidaire, le partage d'expériences face aux principaux problèmes rencontrés et leur résorption, les facilités d'accès au crédit pour les institutions qui exigent l'appartenance à un groupe pour obtenir un prêt... Toutes ces raisons et bien d'autres militent du besoin de réseautage des entreprises féminines. Egalement, elles sont induites par les avancées de différentes associations et organisations oeuvrant pour la promotion de la femme à travers des activités de développement.

L'entrepreneuriat féminin trouve son émergence en Ville de Butembo comme une réponse à la situation socioéconomique en dégradation et comme un moyen de survie suite aux crises socio-politico-économiques (pillages, démonétisation, guerres, déplacements des peuples) qui ne cessent de paralyser la ville. Cet aspect semble être le revers du déclenchement de l'essor économique des activités des femmes. Parmi les facteurs positifs auxquels nous pouvons lier la poussée de cet entrepreneuriat peut être la présence des associations et organisations non gouvernementales luttant contre la marginalisation des femmes à tout point de vue comme mécanismes pour mettre au point une politique de développement où le genre peut jouer un rôle.

En Ville de Butembo, les ONG jouent un grand rôle dans la promotion et la protection de l'entrepreneuriat féminin en regroupant et en organisant plusieurs centaines de femmes à faible revenu. Elles le soutiennent dans la création de leur propre activité économique, c'est-à-dire des petits commerces de produits de première nécessité (aliments, vêtements...) ou des micro-entreprises de service (confection ou restauration populaire) qui leur permettent de subvenir aux besoins de leurs familles. Pour certaines, loin d'être à la merci d'usuriers peu scrupuleux, elles mettent en place un système de micro-crédits solidaires rotatifs dont le remboursement par les unes permet l'octroi des crédits aux autres. Dans un souci de permettre à ces femmes de diversifier leurs activités, d'autres initient des centres de formation professionnelle et d'alphabétisation aux femmes. Ainsi, outre la dimension de développement économique, elles contribuent à améliorer la place et le rôle des femmes dans leurs familles et leurs communautés. Ce qui est d'ailleurs à l'origine des associations et groupes d'entrepreneuses d'un même secteur d'activité.

Les entrepreneuses de Butembo, d'après leur secteur, s'organisent déjà en associations dont parmi les objectifs figurent l'entraide mutuelle entre les membres, le désir de faire naître et accroître chez la femme l'esprit collectif d'initiative, de collectivité, d'épargne, de responsabilité et un esprit éducatif. Elles visent d'autres plus spécifiques comme l'alphabétisation des femmes membres pour celles qui ne savent ni lire ni écrire, le soutien financier dans leurs affaires. Pendant que certaines

restent encore au niveau des mutuelles de solidarité, d'entraide entre les membres, d'autres se sont constitués même en organisations de promotion féminine, en syndicats de défense des intérêts des femmes ou d'institutions de financement aux femmes.

S'il faut illustrer ces propos, parmi les associations déjà structurées des femmes entrepreneuses, on peut citer l'AMACCO : Association des Mamans Commerçantes du Congo, déjà répertoriées dans les corporations reconnues à la FEC. Elle est une plate-forme de beaucoup de groupes des femmes entrepreneuses dans le secteur du commerce général. Elle a l'avantage d'avoir déjà structuré et organisé les femmes selon leurs différents secteurs d'activité en distinguant plus de dix groupes des mamans : Mamans Divers, Mamans Kitenge, Mamans Blouses, Mamans Outils, Mamans Super, Mamans Vivres, Maman Poissons, Mamans Huile, Mamans Souliers, Maman Primus, Mamans Boutiques, Mamans Cambistes, Mamans Pharmacies, Mamans Restaurants... Au sein d'une même catégorie, on retrouve aussi des sous-groupes tels Mamans Boutiques Galerie Mbanga, Galerie Qualitex, Galerie METROFIC... Dans sa stratégie, elle cible les activités où les femmes paraissent plus nombreuses et essaie de les organiser, avec des projets de leur apprendre de fois des méthodes de gestion et fructification de leurs biens. Certains de ses groupes se sont déjà structurés en véritable association pour se doter aussi des statuts notariés comme des Associations Sans But Lucratif. C'est le cas de l'AMAVES.

A dire vrai, il n'est pas facile de dénombrer le nombre des femmes encadrées par l'AMACCO oeuvrant sur le marché du commerce local sans passer par leurs regroupements respectifs tant elles sont très nombreuses. Le cas palpable est celui de l'AMAVES, Association des Mamans Vendeuses des Souliers dont le nombre approximatif d'après la présidente est plus ou moins 650 mamans regroupées aussi en cinq groupes selon la place occupée dans la ville, pour bien les cibler, les contrôler et les organiser dont A : Galerie, MA : Grand route Commune Mususa, V : Rue Matadi, E : Grand route Commune Vulamba et S : celles ambulantes oeuvrant dans les marchés de Rughenda, Vitsayi et environs de Butembo.

Ce souci des entrepreneuses de se rassembler en une plate-forme est soutenu, comme déjà souligné par l'effort fourni par les ONG oeuvrant à Butembo insérant dans leurs activités des programmes de promotion de la femme et des enfants, même si certaines le font pour raison de recherche de financement, la logique actuelle de la coopération au développement étant de favoriser le genre. Parmi les organisations féminines fonctionnelles en territoires de Beni-Lubero, nous citons à titre illustratif : IFED, UWAKI, UWALU, LOFEPACO, FAEF, SYFET, SOFEC, SAFDEF, FEPSI, ADDE, FJDF, SOFEC... Le tableau suivant nous présente plus succinctement certaines d'entre elles.

Parcours et Initiatives numéro 10, septembre 2012

Tableau n°7 : Quelques ONG féminines oeuvrant à Butembo

N°	Structure	Objectifs	Domaine d'intervention et Types d'appui	Expertise
1	UWAKI : Umoja wa Vikundi vya Wanawake wa Kulima wa Kivu ya Kaskazini (Union des groupements des femmes paysannes du Nord-Kivu)	Activité agro-pastorale et économique-sociales des femmes membres des groupements de UWAKI	Sécurité alimentaire, transformation des produits agricoles, droits de la femme et de l'enfant	Structure de 47 mouvements groupement féminin, exploitation d'un dispensaire, maternité à Lisasa Beni, encadrement des filles-mères à Butembo
2	FAEF : Fonds d'Appui à l'Entrepreneuriat féminin	Assurer la promotion socioéconomique des femmes paysannes et urbaines de Beni-Lubero par son autopromotion en vue d'éradiquer la pauvreté généralisée des femmes entrepreneuses paysannes et urbaines des territoires de Beni-Lubero. Elever le niveau économique des femmes paysannes et urbaines en renforçant leurs activités génératrices des revenus par les micro-crédits. Renforcer les capacités de gestion des activités économiques des femmes entrepreneuses par les formations diversifiées	Renforcer les activités génératrices des revenus des femmes par le crédit et le dépôt et les autres services de micro-finance ; Organiser les ateliers et sessions de formation des journées de réflexion et des échanges entre MUSO ou entre groupes des clients ; Organiser le genre ; Défendre les droits de la femme et de l'enfant ; Contacter les partenaires extérieurs pour étendre les horizons de formation de la femme paysanne et urbaine entrepreneuse afin de renforcer ses capacités d'autopromotion	Octroi micro-crédit à plus de 1571 membres et plus de 881 ménages ; Taux de recouvrement non inférieur à 90% ; Avoir maîtrisé la clientèle qui est presque régulière et fidèle ; Expérience du personnel dans l'octroi de crédit et formation des agents en micro-finance ; Emissions à la radio en faveur des femmes entrepreneuses ; Organisation de deux séances de sensibilisation chaque semaine et toute l'année
3	UWALU : Umoja wa Wamama wa Lubero (Union des Femmes de Lubero)	Promouvoir l'alphabétisation et les techniques culturelles Faciliter l'autopromotion des femmes Renforcer la situation socioéconomique de la femme paysanne Ecouler les produits agricoles et artisanaux	Agriculture et élevage de petit bétail, pêche Education et formation Micro-crédit rotatif Sécurité alimentaire Distribution des semences aux membres Vulgarisation des plantes médicinales et des foyers améliorés	Vulgarisation des techniques agricoles auprès des membres avec l'encadrement des techniciens agricoles Formation des animatrices sur les droits et les devoirs de la femme, le genre Alphabétisation des mamans à Kayna, Butembo et Kibwa, Kinyatsi
4	SOFEC : Solidarité des Femmes Congolaises	Améliorer les conditions sanitaires et le développement socio-économique de la femme congolaise	Agriculture et élevage Santé et nutrition Apprentissage des métiers Octroi des micro-crédits Défense des droits de la femme et des enfants	Sensibilisation à l'autopromotion de la femme Assistance à la population vulnérable

N°	Structure	Objectifs	Domaine d'intervention et Types d'appui	Expertise
5	LOFEPACO (Ligue des Organisations des Femmes Paysannes au Congo)	Promotion de la femme rurale Intégrer les organisations des femmes rurales dans les instances de consultation sur les politiques du développement rural	La formation L'information L'appui financier L'appui institutionnel L'appui technique	Expérience dans la gestion des micro-crédits Un programme de formation des femmes leader Un plaidoyer en faveur de la femme rurale
6	SYFET (Syndicat des Femmes Travailleuses)	Protéger, défendre et faire appliquer les droits de la femme travailleuse et militer pour l'autopromotion de la femme Former et informer la femme travailleuse sur ses droits et devoirs Favoriser la capitalisation du savoir faire féminin Renforcer l'approche genre tant sur le plan familial qu'en milieu socio-professionnel Soutenir les initiatives féminines dans le cadre du développement durable au niveau local et national	Formation syndicale Sensibilisation des syndicalistes Médiation et descentes de terrain Caunseling des victimes de violences sexuelles en synergie avec d'autres associations féminines Organisation du micro-crédit de la volaille rotative pour renforcer le salaire dérisoire de la femme travailleuse et lutter contre la malnutrition des enfants	Identification des femmes travailleuses dans divers secteurs Sensibilisation des femmes travailleuses sur les droits et devoirs Réinsertion professionnelle Assistance sociale, psychologique et matérielle aux victimes des atrocités commises pendant la guerre Construction d'une école primaire à Manguredjipa
7	FEPSI (Femmes Engagées pour la Promotion de la Santé Intégrale)	Militer pour que l'accès aux soins de santé devienne une réalité en faveur des personnes vulnérables, surtout les femmes et les enfants, car il s'agit d'un droit inconditionnel de l'être humain	Soins médicaux et soins infirmiers Recherche action dans le domaine des soins infirmiers	Appui matériel et psychologique des victimes des violences Centre hospitalier

Source : Nos enquêtes

Il y a lieu d'allonger cette liste d'associations féminines en y intégrant celles à caractère de défense des droits humains comme l'ADDF (= Association de Défense des Droits de la Femme), la SAFDF (= Syndicats des Associations de Défense des Droits de la Femme et de l'Enfant), FJDF (= Femmes Juristes pour la Défense de la Femme)... Nous n'avons relevé que ces sept organisations ci-haut pour montrer combien les forces vives féminines, au grand silence des pouvoirs publics, se mobilisent pour la promotion de la femme et l'appui de ses activités. C'est dans cette perspective que nous pouvons évoquer l'expérience du FAEF qui appuie financièrement les femmes entrepreneuses comme pour répondre au grand défi auquel elles sont confrontées de l'accès au financement.

CONCLUSION GENERALE

C'est au bout du voyage qu'on peut tracer le vrai itinéraire qu'on a suivi véritablement. Il en est de même pour nous quant à l'élaboration de cette étude dont nous pouvons à présent broser les idées maîtresses qui ont guidé notre marche.

Sur base des observations faites auprès de 80 femmes entrepreneuses en Ville de Butembo, l'information ici colligée nous a permis de synthétiser un portrait de l'entreprise de l'entrepreneuse « bubolaise » dans sa typologie et ses différents défis.

Des résultats obtenus, il y a lieu de noter que les entrepreneuses ne forment pas un bloc monolithique et homogène. Nonobstant leur activité majoritaire dans le secteur informel avec de très petites entreprises pour la plupart, leur réalité varie beaucoup selon différents facteurs : la diversité des secteurs d'activité, l'âge de l'entreprise, le capital de démarrage, le statut juridique, la méthode de financement, le fait d'avoir ou non des employés, d'être propriétaire unique ou de travailler en partenariat, le niveau scolaire, l'expérience dans le domaine d'activité ou dans la gestion, le fait d'avoir ou non des enfants, la participation au budget du ménage, les horaires de travail...

Malgré cette diversité des entrepreneuses tant sur le plan individuel que professionnel, leur activité entrepreneuriale féminine fait boule de neige dans la contribution à l'activité économique, à la survie des ménages mais aussi à la satisfaction sociale qu'elles tirent de leurs entreprises. Leurs activités économiques sont évaluées en termes de création d'emplois, d'innovation technologique et de contribution en produits et en services à la société. C'est à juste valeur que le Secrétaire Général de l'ONU déclare le 19 décembre 2005, en parlant de la participation des femmes et des hommes, sur un pied d'égalité, à tous les niveaux de la prise de décisions que : « renforcer effectivement le rôle des femmes dans la société à tous les niveaux favorise l'égalité des chances, la participation des femmes aux décisions et l'avènement d'une société plus démocratique et plus juste ». En effet, les activités des femmes leur permettent non seulement de pourvoir sans gêne aux besoins de survie de ménage mais aussi d'assurer leur autonomisation par rapport à leurs homologues ou dans la société au niveau des instances décisionnelles.

Ces entrepreneuses, telles que nous les avons découvertes, sont marquées par le grand désir d'autonomie lorsqu'elles se défont de l'emploi salarié. Ce besoin d'autonomie se fait également sentir dans le recours aux ressources personnelles pour la réalisation de leurs objectifs. Ainsi émettent-elles des vœux

qui sont des besoins réels pour résorber et lever les défis et freins qui les entravent et qui bloquent la promotion de l'entrepreneuriat féminin en Ville de Butembo.

En vue d'ôter le goulot d'étranglement, parmi tant d'organisations non gouvernementales féminines ou d'associations d'entrepreneuses qui traduisent déjà le souci des femmes de se constituer en réseau, nous avons présenté certaines dont le FAEF comme une expérience de promotion de l'entrepreneuriat féminin du point de vue financier surtout. Il repose sur des atouts de proximité avec les femmes et de convivialité dans l'accès au crédit formel avec des conditions de plus à plus dégagées quant à la garantie.

Dans cet ingénieux labeur de promotion de la femme au niveau de la Ville de Butembo, parmi les grands absents au rendez-vous figure le pouvoir nonobstant la présence dans le milieu des services qui en feraient une des préoccupations de leurs programmes. Ainsi, lui revient-il, parmi les priorités, de mettre en place des mécanismes permettant d'établir des statistiques relatives aux entreprises appartenant aux femmes. Cet aspect permettra de se doter des outils nécessaires à la collecte d'informations statistiques concernant les entreprises dirigées par des femmes afin d'orienter l'élaboration des plans d'action de leur promotion et d'en mesurer les impacts. C'est, en effet, à partir des programmes d'appui qui devront être mis en place pour répondre aux besoins des femmes et pour valoriser leurs compétences et leurs habiletés à contribuer pleinement au développement local que les organisations de développement pourront être favorables aux sollicitations de partenariat et de coopération des femmes.

En définitive, parmi les quelques priorités à envisager, le gouvernement ainsi que les organismes d'accompagnement sont appelés à ouvrir un grand chantier qui s'articule autour de trois pôles principaux :

- La nécessité d'améliorer l'accès au financement pour les femmes entrepreneuses : la difficulté d'obtenir un crédit étant un obstacle auquel se heurtent de nombreux entrepreneurs, qu'ils soient hommes ou femmes ;
- La promotion de l'entrepreneuriat féminin grâce à des formations personnalisées et adaptées aux besoins des femmes entrepreneurs. Ce point va permettre de détecter les obstacles et les problèmes de la gestion quotidienne, afin d'en apporter des solutions ;
- L'interaction permanente entre la politique nationale et les associations qui opèrent en matière d'entrepreneuriat, afin de favoriser la mise en réseau qui apparaît comme une source précieuse d'inspiration et d'échange d'expériences entre les différentes parties. Elle peut également donner aux candidates entrepreneurs la confiance en soi et l'assurance psychique nécessaires pour démarrer et pérenniser leurs propres activités.

BIBLIOGRAPHIE

Agence Internationale de la Francophonie, Egalité des sexes et Développement : Concepts et Terminologie, Document consulté en ligne, site <http://agence.francophonie.org>

BEAUDOIN, Nicole; ST-CYR, Louise. *L'entrepreneuriat féminin – une force économique*, Chaire de développement et de relève de la PME – HEC Montréal, 2001

BONNETIER Carole, *Les freins et moteurs de l'entrepreneuriat féminin*, Cybernautes, Lorraine, octobre 2005, p. 9.

BOUCHARD, H., *Commerçantes de Kinshasa pour survivre*, Harmattan, Paris, 2002

BOZON M., « Pékin : Utilités et limites d'une conférence mondiale », in *Chronique du CEPED*, n° 19, 1995

Document final au Sommet mondial de 2005 de l'Assemblée générale des Nations Unies, 60^e session

FIDUCIAL, *L'Observatoire de l'entrepreneuriat féminin*, FIDUCIAL Edition, Janvier 2006

GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ENTREPRENARIAT FÉMININ, *Entreprendre au féminin*, Rapport du groupe de travail sur l'entrepreneuriat féminin, Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la science et de la Technologie, novembre 1997

LAVOIE D., *Les entrepreneuses : pour un économie canadienne renouvelée*. Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme, Ottawa, Février, 1999

MARYSSE, S., "Étude sur la problématique du secteur informel", in : Zaïre. Vers une nouvelle stratégie de coopération ? Actes du Colloque, Rapport de synthèse et résumé, Bruxelles, mars 1994

NAILA KABEER, *Intégration de la dimension genre à la lutte contre la pauvreté et OMD*. Manuel à l'intention des instances de décision et d'intervention, PU Laval – Harmattan, 2003

Rapport mondial sur le développement humain 2006

ROULA ABI CHEBEL, *Participation féminine et inégalités de genre dans l'agriculture libanaise. Cas de Akkar*, Série "Master of Science" n° 71, Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier, 2004,

SOCIETE CONSEIL BPS inc., *Etude des besoins des entrepreneuses propriétaires de micro-entreprises privées ou travailleuses autonomes de la Ville de Longueuil*, Collège Condition Féminine, CLD Longueuil, Janvier 2004

ST-CYR Louise, LÉGARÉ Marie-Hélène, *Portrait statistique des femmes entrepreneures. Les indicateurs de l'entrepreneuriat féminin et la disponibilité des données sur les femmes et leur entreprise*, Groupe-conseil sur l'entrepreneuriat féminin et Ministère de l'industrie et du Commerce, 2000,

WEDO, *Le renforcement du pouvoir des femmes, l'égalité entre les sexes et les objectifs de développement du millénaire*, Guide d'information et d'action

XXX, *Vivre et survivre à Kinshasa. Problématique du développement humain, Observatoire d'Economie politique et de développement humain*, Facultés Catholiques de Kinshasa et Université d'Anvers, 2004